

**Conseil de Communauté
du 13 décembre 2018**

♦♦♦♦♦♦♦♦

PROCES VERBAL DE REUNION

N°	
1	Leader – Mobilité durable
2	Leader – Circuits courts alimentaires
3	Leader – Revitalisation de centres bourgs/villes
4	Leader – Economie circulaire et réemploi
5	Finances – Budget annexe LEADER – Exercice 2018 – Décision modificative n°1
6	DETR 2019 – Projet d'Hôtel de Ville et de Communauté de Mayenne
7	Tourisme - Office de tourisme Vallée de Haute Mayenne - demande de versement d'avance sur subvention
8	Culture - versement d'une avance sur subvention - Hop Compagnie
9	Culture - Avenant convention - Les Entrelacés
10	Culture - Avenant convention - Atmosphères 53 - demande d'avance
11	Culture – Tribu Familia – Avenant et demande d'avance
12	Culture - Avenant convention - Kiosque – demande d'avance
13	Culture - Conservatoire de Musique et de Danse I. BELLOCQ – Avenant n° 2 à la Convention de prestation avec le CCAS DU HORPS
14	Tourisme – Nouvelle convention avec l'OT Vallée de Haute Mayenne
15	Tourisme - Convention tripartite Halte fluviale de Montgiroux
16	Tourisme - Schéma de randonnée à l'échelle de Mayenne Communauté - Critères de sélection des chemins entretenus par Mayenne Communauté
17	Tourisme - Tarifs camping tentes bivouac
18	DRHM - Adhésion au contrat groupe de couverture des risques statutaires proposé par le Centre de Gestion
19	Ressources humaines - DEJS - Création et suppression de postes – Rentrée scolaire 2017-2018
20	Ressources Humaines – Gestion Unifiée du Personnel – Convention service commun - Avenant n°1
21	Finances – Avenant N° 2 à la convention de mise à disposition de personnel et de mutualisation entre Mayenne Communauté et le CCAS de Mayenne
22	Jeunesse - Convention d'adhésion au service commun jeunesse 2019/2021
23	Jeunesse - Convention d'objectifs et de moyens entre Mayenne Communauté, le Ville de Mayenne et l'association les Possibles 2019-2020 - subvention allouée par Mayenne Communauté au PIJ : Point Information Jeunesse de l'association « les Possibles »
24	Environnement Déchets – Rapport annuel 2017
25	Environnement - Convention avec la SCIC Mayenne Bois Énergie à compter du 1er janvier 2019
26	Marchés publics – Travaux de menuiseries intérieures pour la construction du Pôle de santé de Mayenne Communauté - Avenant n° 7
27	Finances – Location Scène mobile – Heures services techniques – Tarifs 2019
28	Finances – Budget déchets ménagers – Exercice 2018 – Admission en non-valeur de produits intercommunaux
29	Finances – Création d'un budget annexe - zone d'activités La Chapelle-au-Riboul
30	Finances – Budget Principal – Exercice 2018 – Décision modificative n°5
31	Finances – Budget annexe PRESTATIONS DE SERVICES – Exercice 2018 – Décision modificative n°1
32	Finances – Avenant N° 2 à la convention de mise à disposition de locaux par la Ville de Mayenne à Mayenne Communauté à effet du 1er janvier 2019
33	Finances – Budget annexe Prestations de services – Tarifs à effet du 1er janvier 2019
34	Aménagement – Commune de Grazay – Projet de lotissement des Coquelicots – Dérogation aux règles d'implantation loi Barnier – Recul ramène à 25 M/RD 35

Récapitulatif des conventions et contrats signés avec Mayenne Communauté

Jacky HALBOUT	Contrat de location pour les particuliers de bennes à déchets verts	50,00 €
Michel PLANTEGENEST	Contrat de location pour les particuliers de bennes à déchets verts	50,00 €
Claire LE LANN	Contrat de location pour les particuliers de bennes à déchets verts	50,00 €
Annie CHARDRON	Contrat de location pour les particuliers de bennes à déchets verts	50,00 €
Contest	Convention de prêt de documents pour la lecture publique	/
Collège Jules Ferry	Convention de prestation pour cours de percussions	33 €/heure
Synergies	Convention Défi des familles à énergie positive	4 000,00 €
Bernard Planchenault	Contrat de location pour les particuliers de bennes à déchets verts	50,00 €
LEP	Convention pour des cours de chant	330,00 €
Gérard Romagne	Contrat de location pour les particuliers de bennes à déchets verts	50,00 €
Mayenne Culture	Convention de formation professionnelle	90,00 €
Le Kiosque	Convention d'animation pour le musée	1 050,00 €

Extrait du Registre des Délibérations

DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 13 décembre 2018 à 20 h

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	41
Contre :	0
Pour :	41
Abstention :	0
Quorum :	30

L'an deux mille dix-huit, le sept décembre, Monsieur Michel ANGOT, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté au siège de Mayenne Communauté, 10 Rue de Verdun - Salle des conseils.

Sont présents :

En qualité de titulaires :

M. SOUTIF, 1^{er} Vice-Président, M. MOLL, 3^{ème} Vice-Président, Mme MORIN, 4^{ème} Vice-Présidente, M. BOISSEAU, 8^{ème} Vice-Président, M. BOURGUIN, 9^{ème} Vice-Président, M. BORDELET, 10^{ème} Vice-Président, M. COISNON, 11^{ème} Vice-Président, MM. GUIHERY, FORET, SABRAN, POIRRIER, JEUSSE, NEVEU, SONNET, LAVANDIER, GARNIER, Mme GONTIER, MM. JAMOIS, TRANSON, COULON, RIOULT, PECCATTE, Mmes SOULARD, BAR, LANCIEN, COUTURIER, LODE, M. PAILLASSE, Mmes PELE, OLIVIER, M. ORDRONNEAU, Mme CREUSIER, M. FAUCON, Mme GENEST.

En remplacement du titulaire absent :

M. TRANCHEVENT est remplacé par M. RONDEAU
M. DELAHAYE est remplacé par Mme BEAUDOUIN
Mme FOUBERT est remplacée par M. MONTAUFRAY

M. RAILLARD donne pouvoir à Mme SOULARD
M. DOYEN donne pouvoir à Mme BEAUDOUIN
M. BRODIN donne pouvoir à Mme GENEST
Mme BEUNEUX donne pouvoir à M. PAILLASSE

Excusés :

M. ANGOT, Président, M. LE SCORNET, 5^{ème} Vice-Président, M. VALPREMIT, 6^{ème} Vice-Président, MM. HEURTEBIZE, CHOUZY, BOITTIN, BEAUJARD, Mme BELLON, M. LANDEMAINE, Mmes FRANGEUL, MONSIMIER, THELIER, BODINIER, M. LESAINT, Mme ADAM, MM. REBOURS, MORIN.

M. RIOULT a été désigné secrétaire de séance.

1 - Leader – Mobilité durable

M. SOUTIF expose :

Une réflexion sur la mobilité s'est engagée entre 2012 et 2015 pour l'élaboration d'un Plan Climat Energie Territorial à conduire à horizon 2020 à partir duquel le GAL s'est donc engagé à développer des actions en faveur d'une mobilité durable en lien avec les spécificités du territoire rural. Depuis 2016, une réflexion est engagée, en partenariat avec Synergies, une association fortement mobilisée sur la mobilité durable, pour animer une démarche territoriale sur le sujet.

Par ailleurs, le GAL Haute Mayenne et l'Association de Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire (APESS 53) ont lancé en juillet 2016 une réflexion sur un projet de Pôle Territorial de Coopération Economique (PTCE), avec un collectif d'acteurs économiques, associatifs et des collectivités.

3 thématiques de travail sont alors ressorties :

- Les circuits courts alimentaires
- La revitalisation des centres bourgs
- L'économie circulaire/le réemploi

MOBILITE

Le projet répond aux besoins locaux suivants :

- a) Sensibiliser le grand public et communiquer sur les offres/solutions alternatives à l'autosolisme
- b) Inciter et accompagner l'organisation collective des entreprises /organismes
- c) Favoriser l'innovation numérique

Le plan d'actions proposé est le suivant :

1. Sensibilisation à la mobilité durable

- Création d'un observatoire local de la mobilité durable : acteurs locaux en veille sur la thématique ; mise à disposition des outils de connaissance et d'observation pour accompagner le changement de comportement
- Défi « Bougeons mieux en Haute Mayenne » (cf. annexe) : accompagnement de 3 groupes (entreprises, écoles, citoyens) à l'expérimentation de modes de déplacement alternatifs et au changement de comportement
- Animations ponctuelles en lien avec les événements locaux et les enjeux de territoire (santé, pollution de l'air extérieur, accès à l'emploi...)

2. Expérimentation de modes alternatifs de déplacement

- Via des outils numériques : informer sur les offres existantes (Destineo, Covoiturage 53, Karos...) et étudier l'opportunité de créer un outil qui porte ces offres à connaissance; favoriser la prise de conscience (suivi de consommations individuelles liées à la voiture ; mesurer les impacts des changements de déplacement sur différents plans : temporel, financier, environnemental...)
- Sur la base des demandes recensées sur l'accompagnement individuel, proposition de nouvelles solutions à expérimenter, auxquelles les offres existantes ne répondent pas (ex : plan de déplacement interentreprises, autostop organisé, pédibus, vélobus...)

3. Essaimage sur le territoire

- Sur la base d'une évaluation des actions ayant émergé (nouveaux modes de déplacement), du type d'acteurs impliqués, du nombre de personnes sensibilisées
- Avec des points de vigilance à prendre en compte : veiller à la pérennisation des actions ; viser un changement pas à pas, dans la durée ; veiller à toucher une diversité d'acteurs ; démarrer avec des volontaires qui deviendront pionniers de la démarche

Une dépense de 150 000 € sur 2 ans est prévue avec un accompagnement financier de l'ADEME pour 75 000 €, Leader de 45 000 € soit un reste à charge pour le GAL de 30 000 €. Ce plan d'actions a été retenu lors de l'appel à projets FRENCH MOBILITY.

M. BOURGUIN : On a eu une réunion hier au Département sur le thème de la mobilité. J'ai appris qu'il y aurait peut-être des financements complémentaires du Conseil Départemental.

M. SOUTIF : C'est plutôt une bonne nouvelle.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide ce projet et autorise M. le Président à signer tous les documents relatifs au projet.

2 - Leader – Circuits courts alimentaires

M. SOUTIF expose :

Une réflexion sur la mobilité s'est engagée entre 2012 et 2015 pour l'élaboration d'un Plan Climat Energie Territorial à conduire à horizon 2020 à partir duquel le GAL s'est donc engagé à développer des actions en faveur d'une mobilité durable en lien avec les spécificités du territoire rural. Depuis 2016, une réflexion est engagée, en partenariat avec Synergies, une association fortement mobilisée sur la mobilité durable, pour animer une démarche territoriale sur le sujet.

Par ailleurs, le GAL Haute Mayenne et l'Association de Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire (APES 53) ont lancé en juillet 2016 une réflexion sur un projet de Pôle Territorial de Coopération Economique (PTCE), avec un collectif d'acteurs économiques, associatifs et des collectivités.

3 thématiques de travail sont alors ressorties :

- Les circuits courts alimentaires
- La revitalisation des centres bourgs
- L'économie circulaire/le réemploi

CIRCUITS COURTS ALIMENTAIRES

Le GAL propose de bâtir et animer un projet alimentaire territorial et pour cela associer tous les acteurs qui produisent, consomment et travaillent à partir de produits alimentaires, agissant « du champ à l'assiette ». Le projet « Pour une alimentation locale et de qualité en Haute Mayenne » a donc pour objectifs de développer une offre de produits locaux de qualité en accompagnant les producteurs locaux vers des débouchés en circuits courts et des modèles de production durables et développer le réseau des établissements de restauration collective qui s'approvisionnent en produits locaux de qualité pour assurer une alimentation saine à tous les convives des établissements scolaires, de santé, d'entreprises.

Il s'agit de :

- sensibiliser les consommateurs, afin que tous prennent pleinement conscience de l'intérêt de « consommer local et qualité »,
- construire une identité et une culture du territoire autour de son patrimoine alimentaire.

En préalable, le projet alimentaire territorial donnera lieu à un diagnostic de territoire sur l'alimentation actualisant les données du diagnostic datant de 2010/2011 et élargissant le champ de la réflexion. Il s'agira donc de dresser un état des lieux :

- de l'offre de produits locaux de qualité,
- de la demande sur l'ensemble des débouchés locaux potentiels,
- des produits alimentaires ; besoins alimentaires de la Haute Mayenne (HM) si relocalisation de l'alimentation (cf. convertisseur alimentaire de l'association terre de Liens),
- des pratiques des intermédiaires/transformateurs/distributeurs.

L'analyse des données conduira à dégager les forces et faiblesses du territoire et les freins et leviers à actionner. L'objectif est d'étudier la cohérence entre l'offre et la demande en produits locaux de qualité, de dégager les enjeux prioritaires à partir desquels un plan d'actions transversal pourra être défini. La dépense prévisionnelle est de 112 500 €

Réalisation du Diagnostic	30 000
Dispositif d'accompagnement des candidats à l'installation (circuits courts et agro écologie)	20 000
Dispositif d'accompagnement des restaurants collectifs (appro local/qualité)	40 000
Animation d'actions de sensibilisation des consommateurs	12 500
Communication	10 000

Les recettes attendues sont : État 50 000 €, Leader 40 000 €, autofinancement GAL 22 500 €.

M. BOURGUIN : J'ai le plaisir d'animer ce groupe de pilotage. La loi prévoit de mettre du bio dans la restauration collective. C'est une façon d'anticiper.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide ce projet et autorise M. le Président à signer tous les documents relatifs au projet.

3 - Leader – Revitalisation de centres bourgs/villes

M. SOUTIF expose :

Une réflexion sur la mobilité s'est engagée entre 2012 et 2015 pour l'élaboration d'un Plan Climat Energie Territorial à conduire à horizon 2020 à partir duquel le GAL s'est donc engagé à développer des actions en faveur d'une mobilité durable en lien avec les spécificités du territoire rural. Depuis 2016, une réflexion est engagée, en partenariat avec Synergies, une association fortement mobilisée sur la mobilité durable, pour animer une démarche territoriale sur le sujet.

Par ailleurs, le GAL Haute Mayenne et l'Association de Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire (APESS 53) ont lancé en juillet 2016 une réflexion sur un projet de Pôle Territorial de Coopération Economique (PTCE), avec un collectif d'acteurs économiques, associatifs et des collectivités.

3 thématiques de travail sont alors ressorties :

- Les circuits courts alimentaires
- La revitalisation des centres bourgs
- L'économie circulaire/le réemploi

REVITALISATION DE CENTRES BOURGS/VILLES

Les territoires ruraux ont de nombreux atouts en termes de qualité de vie mais souffrent parfois d'une certaine forme de désaffection de la part de ménages recherchant la proximité des emplois et des services et s'installant dans les villes ou les espaces périurbains.

L'évolution des modes de vie a par ailleurs favorisé les extensions urbaines, qu'il s'agisse de zones pavillonnaires ou de zones commerciales, ces évolutions provoquant la désertification des bourgs et villages, avec de plus en plus de logements vacants et de commerces qui ferment, un patrimoine bâti et des espaces publics qui se dégradent progressivement.

Il y a donc un véritable enjeu à reconquérir les centres bourgs, et il y a pour cela de nombreux leviers d'actions : habitat, mobilités, accessibilité, commerces et services, cadre de vie, lien social, performance énergétique, stationnement... Une prise de conscience de ces enjeux est nécessaire, pour pouvoir agir de manière transversale et concertée, en créant des synergies.

Il s'agit donc ici de proposer un appel à projets visant à faire émerger des solutions innovantes pour redonner aux centres-bourgs leur attractivité et leur capacité à accueillir de nouveaux habitants. L'objectif est de mettre en œuvre un programme d'accompagnement des communes pour la revitalisation de centres-bourgs en Haute Mayenne.

Il s'agit d'accompagner des collectivités volontaires pour :

- tester avec elles des méthodes participatives et innovantes, impliquant dans la démarche la diversité des acteurs concernés par la reconquête du centre-bourg, publics comme privés,
- concevoir un plan d'actions transversal pour la revitalisation de leurs centres bourgs et préparer et faciliter la mise en œuvre concrète des projets.

La méthodologie employée doit être transposable afin que ces expérimentations puissent ensuite essaimer sur le territoire.

La dépense prévisionnelle est de 40 000 € pour 2 communes et les recettes de 32 000 € Leader et 8 000 € des communes bénéficiaires.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide ce projet et autorise M. le Président à signer tous les documents relatifs au projet.

4 - Leader – Economie circulaire et réemploi

M. SOUTIF expose :

Une réflexion sur la mobilité s'est engagée entre 2012 et 2015 pour l'élaboration d'un Plan Climat Energie Territorial à conduire à horizon 2020 à partir duquel le GAL s'est donc engagé à développer des actions en faveur d'une mobilité durable en lien avec les spécificités du territoire rural. Depuis 2016, une réflexion est engagée, en partenariat avec Synergies, une association fortement mobilisée sur la mobilité durable, pour animer une démarche territoriale sur le sujet.

Par ailleurs, le GAL Haute Mayenne et l'Association de Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire (APESS 53) ont lancé en juillet 2016 une réflexion sur un projet de Pôle Territorial de Coopération Economique (PTCE), avec un collectif d'acteurs économiques, associatifs et des collectivités.

3 thématiques de travail sont alors ressorties :

- Les circuits courts alimentaires
- La revitalisation des centres bourgs
- L'économie circulaire/le réemploi

REEMPLOI

Un groupe multi acteurs autour de l'économie circulaire et du réemploi a donc été constitué associant de nombreux partenaires locaux. Le travail de ce groupe a permis d'identifier les objectifs visés à l'échelle du territoire de la Haute Mayenne :

- Sensibiliser à l'intérêt de l'économie circulaire/du réemploi et valoriser les initiatives existantes
- Former les acteurs locaux au réemploi, développer un réseau de compétences
- Développer la mutualisation des ressources
- Développer les initiatives de réemploi pour donner une deuxième vie aux objets mis au rebut.

De nombreuses initiatives sont à l'œuvre dans le département de la Mayenne en matière de réemploi : collecte/réparation/vente d'électroménager ; collecte/tri/vente de textile ; collecte/tri/valorisation de déchets recyclables (papier, carton, plastique, déchets tertiaires, matériels, encombrants, DEEE) ; relooking/création de meubles en récup ; cordonnerie ; réparation de vélos ...

Certains acteurs du réemploi basés sur le bassin lavallois (Envie Maine, Le Relais, Alternatri...) souhaitent s'ancrer davantage dans le Nord Mayenne, ce qui leur permettrait d'envisager de nouveaux développements de leurs activités, et de possibles mutualisations. D'autres acteurs présents sur le territoire (réseau des artisans Répar'acteurs, Repair Café...) souhaitent partager un lieu (ateliers, magasin, exposition), des connaissances, développer des actions mutualisées de sensibilisation...

Il s'agit donc moins de créer un projet ex nihilo que de fédérer des acteurs, des initiatives, des projets en Haute Mayenne.

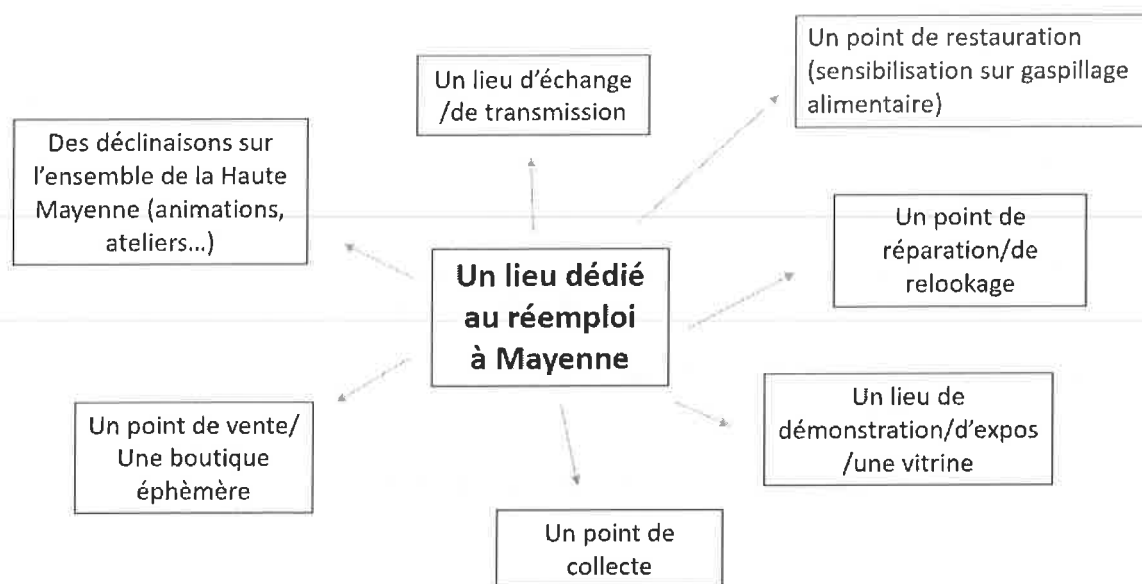
D'où l'idée de la création d'un lieu dédié au réemploi à Mayenne, avec l'intention que le projet irrigue plus largement le territoire de Haute Mayenne.

Présentation du projet :

Mayenne Communauté
Séance du 13 décembre 2018

Le projet comprend de multiples facettes, qui pourront être développées grâce à la participation de différents acteurs au projet, chacun venant s'y inscrire en fonction de ses besoins propres mais contribuant ainsi à construire un projet collectif innovant.

Le projet qui s'ébauche est donc « multi usages », les différentes idées identifiées à ce stade se traduisant ainsi :



Au-delà du lieu lui-même, des initiatives pourront s'inscrire dans le projet sans être nécessairement présentes sur ce lieu ; il s'agit bien d'imaginer ce lieu comme central dans le projet mais avec des ramifications sur le territoire de Haute Mayenne.

Le groupe souhaite favoriser l'implantation de ce lieu sur une friche, le réemploi d'un lieu qui n'est plus utilisé entrant en toute cohérence avec le projet ; en ce sens plusieurs bâtiments en friche sont identifiés sur la ville de Mayenne.

On imagine un lieu vivant avec une présence au quotidien à organiser, des mutualisations à envisager entre les différents acteurs, une coordination nécessaire des différentes activités en présence.

Le projet se veut évolutif : il doit démarrer avec une base, mais ensuite rester ouvert à tout acteur qui souhaiterait y participer.

La véritable innovation du projet tient dans le fait qu'il s'agit d'une construction collective, qui fera nécessairement naître un projet atypique, mêlant de multiples activités autour du réemploi et se démarquant en cela de projets plus sectoriels tels qu'une recyclerie. Ici, chaque acteur viendra s'inscrire en fonction d'un besoin auquel il souhaite répondre : développer une vitrine de son activité, animer un atelier de réparation, proposer un espace de collecte, développer une boutique éphémère, proposer une restauration « anti gaspi »... C'est à partir de ces besoins individuels que le projet va se construire, mais la rencontre des différents acteurs qui s'y impliqueront ne manquera pas également de laisser place à des mutualisations (de compétences, de ressources) qui donneront lieu à des initiatives collectives ; à ce stade, on ne mesure pas encore tout le potentiel de développement de ce collectif, mais on sait que l'implantation de différents acteurs sur un même lieu génère de l'interaction et du développement ; on s'inscrit ici dans une dynamique de tiers lieu, qui vise à créer des synergies entre des acteurs variés (entreprises d'insertion, artisans, associations, collectivités...) et ainsi à générer de nouvelles activités, porteuses d'innovation, de dynamisme, de développement économique durable.

Réalisation d'une étude de faisabilité :

Le groupe de travail propose la conduite d'une étude de faisabilité pour ce projet de manière à identifier plus précisément l'implication des différents acteurs et ainsi être en capacité de définir les différents usages, la gouvernance et le modèle économique du futur lieu. La prestation d'étude est estimée à 30 000 €.

A la suite d'un appel à projets « économie circulaire » de la Région Pays de la Loire, la candidature du GAL Haute Mayenne a été retenue et dotée d'une participation financière de 12 000 € pour ce projet. Le fonds Leader apportera 15 000 € soit un reste à charge pour le GAL de 3 000 €

Cet exposé a pour objectif de vous informer des réflexions en cours au niveau du GAL. Ces réflexions ayant mûri au cours de l'année, les crédits n'étaient pour la plupart pas prévus au BP 2018.

M. BOURGUIN : Ce sont des marqueurs de territoire. On est un territoire reconnu pour nos expérimentations et on nous envie. Soyons fiers. L'association des communautés de France m'a sollicité pour participer à la commission nationale environnement. Ce n'est pas pour ma personne mais pour tout ce que nous faisons sur le territoire.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **autorise l'engagement de l'étude de faisabilité REEMPLOI selon le plan de financement proposé ci-dessus**
- **et autorise le Président à signer tout document relatif au projet.**

5 - Finances – Budget annexe LEADER – Exercice 2018 – Décision modificative n°1

M. SOUTIF expose :

Le budget annexe 2018 LEADER a été adopté par délibération du 12 avril dernier. Il vous est proposé de procéder à son ajustement en section de fonctionnement par décision modificative comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT :				
Chap.	Nature	Libellé opération	DEPENSES	RECETTES
011	6228	Refonte du site Leader par LEB communication	2 520,00	
011	6228	Action revitalisation des centres bourgs	16 000,00	
011	6228	Action Mobility	135 000,00	
011	6228	Action Réemploi	30 000,00	
011	6228	Action projet alimentaire	112 500,00	
74	74718	Subvention Adème pour Mobility		70 500,00
74	74718	Subvention Etat pour projet alimentaire		50 000,00
74	7472	Subvention Région pour projet alimentaire		12 000,00
74	7474	Subvention Communes pour revitalisation		5 600,00
74	7477	Subvention GAL Leader		102 420,00
74	74751	Participations des Communautés		55 500,00
TOTAL DM n°1			296 020,00 €	296 020,00 €
Pour mémoire BP 2018			115 133,00 €	115 133,00 €
TOTAL APRES DM n°1			411 153,00 €	411 153,00 €

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative n°1 à l'exercice 2018 du budget annexe LEADER telle qu'elle est présentée.

M. SOUTIF expose :

La ville de Mayenne dispose d'un patrimoine bâti de 88 000 m² qui comprend des bâtiments administratifs, des bâtiments scolaires, des bâtiments sportifs, des lieux de stockage, des ateliers et les bâtiments du parc d'exposition.

Parmi les bâtiments administratifs, l'hôtel de Ville de Mayenne construit en 1968 et 1978 au 10 rue de Verdun à Mayenne avait pour destination l'accueil des services municipaux. Aujourd'hui, ce bâtiment accueille les services administratifs de la Ville de Mayenne et de Mayenne Communauté :

- Ce sont ainsi 80 agents territoriaux qui occupent les bureaux, agents dont l'employeur unique est Mayenne Communauté depuis le 1^{er} janvier 2018.
- Ce sont les accueils du public des services des trois entités (CCAS de Mayenne y compris état civil, redevance incitative, techniques, urbanisme, aide à domicile, centre communal d'action sociale, etc...
- Ce sont l'ensemble des élus de Mayenne Communauté (58) et de la Ville de Mayenne (33) qui étudient des projets en commission, prennent des décisions en bureau communautaire et municipal, en conseil communautaire et municipal.

Or, ce bâtiment présente de nombreux défauts :

- normes de sécurité, d'accessibilité
- inconfort thermique avec des écarts de températures importants (mode de chauffage inadapté, absence de ventilation...)
- inadaptabilité aux nouvelles technologies tant pour les liaisons, le système d'information, les serveurs mais aussi les nouveaux usages des publics (procédures dématérialisées)
- inadaptabilité des espaces au regard des nouveaux modes de travail (bureaux ergonomiques, salles de créativité, cloisons amovibles, bureaux partagés grâce au télétravail...)
- des espaces trop restreints (archives, parkings extérieurs, pas de parking intérieur pour véhicules électriques et vélos électriques)

Grâce au suivi du technicien énergie, les frais de fonctionnement du bâtiment, notamment les dépenses des fluides, connaissent une évolution contenue. Toutefois, les frais de maintenance sont en hausse et des coûts de mise en conformité sont à prévoir.

Objectifs :

- Repenser l'hôtel de ville et de communauté au regard des évolutions des effectifs, de l'accueil du public et des normes,
- Intégrer les évolutions du monde du travail,
- Installer une nouvelle salle des mariages (actuellement à l'ancienne mairie sans possibilité d'accessibilité à 100%),
- Intégrer le projet d'installation des réserves du musée,
- Intégrer la dimension mobilité et transition énergétique des personnels et élus...

A ce jour, un diagnostic énergétique a été réalisé avec un bureau d'études externe dont les conclusions nous seront présentées début 2019. Courant 2019, c'est une phase de pré-étude avec la mise en place d'un comité de pilotage et un comité technique pour définir précisément le projet et lancer les diagnostics techniques préalables voire lancer l'assistance à maîtrise d'ouvrage. En effet, un projet de cette ampleur (2 à 3 000 m²) intègre la possibilité d'un transfert de l'hôtel de ville et de communauté vers un autre site selon les conclusions des différents audits. En effet, après l'étude des diagnostics, des scénari seront soumis à l'avis des élus.

Il vous est proposé de l'inscrire en demande de subvention DETR 2019 dans la section « Bâtiments et structures communaux et intercommunaux » : Réhabilitation, restauration, entretien, construction, restructuration des bâtiments communaux et intercommunaux. Le taux de subvention est de 30 % d'un montant du plafond d'investissement subventionnable à 500 000 €.

La subvention au titre de la DETR 2019 attendue serait de 78 000 €.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

Mayenne Communauté
Séance du 13 décembre 2018

- valide le projet d'Hôtel de Ville et de Communauté de Mayenne,
- valide le principe d'un projet porté par Mayenne Communauté et d'une prise en charge par la Ville de Mayenne proportionnelle à son utilisation par voie de fonds de concours,
- autorise M. Le Président à déposer une demande de subvention au titre de la DETR 2019
- et autorise M. Le Président à signer tous les documents utiles au bon déroulement de l'opération.

Plan de financement prévisionnel 2019 (HT):

Dépenses		Recettes	
Assistance à maîtrise d'ouvrage (programmation et étude de conception)	30 000	DETR 2019	78 000
		Autofinancement	182 000
Diagnostics préalables et études géotechniques partielles	60 000		
Concours de MOE	25 000		
Démarrage étude MOE	125 000		
Démarrage des missions CT/CSPS	20 000		
Total	260 000		260 000

7 – Tourisme - Office de tourisme Vallée de Haute Mayenne - demande de versement d'avance sur subvention

M. BORDELET expose :

Dans le cadre du budget 2019, vous serez amenés à étudier la demande de subvention de l'office de tourisme Vallée de Haute Mayenne.

Le versement de la 1ère tranche de la subvention intervenant après le vote du budget, vers la fin avril, l'office de tourisme sollicite aujourd'hui le versement d'une avance de 50 000 € afin de faire face à ses besoins liés essentiellement aux salaires et au paiement des charges sociales du 4ème trimestre 2018 et du 1er trimestre 2019.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise M. le Président à procéder au versement d'une avance d'un montant de 50 000 €.

8 - Culture - versement d'une avance sur subvention - Hop Compagnie

M. ANGOT expose :

Afin de pouvoir régler les salaires liés aux premières répétitions de la nouvelle création de la compagnie « Ce que j'appelle oubli », Hop Compagnie sollicite le versement d'une avance sur la subvention 2019 qui sera votée le 4 avril prochain lors de l'adoption du budget 2019.

La Compagnie sollicite un montant de 3 500 € à verser en fin d'année 2018 afin de faire face à ses engagements.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise M. le Président à procéder au versement d'une avance d'un montant de 3 500 €.

9 - Culture - Avenant convention - Les Entrelacés

M. ANGOT expose :

Par délibération du 14 avril 2016, le conseil communautaire a autorisé la signature d'une convention avec l'association Les Entrelacés d'une durée de 1 an. Cette convention a été prolongée par avenant à deux reprises : l'avenant délibéré le 8 décembre 2016 et l'avenant délibéré le 21 décembre 2017.

Au regard des discussions engagées avec l'Association Les Entrelacés visant à redéfinir :

- Les actions que l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre en cohérence avec les orientations du projet culturel de Mayenne Communauté
- Les conditions dans lesquelles Mayenne Communauté apporte son soutien financier aux activités d'accompagnement et de développement de la vie associative culturelle locale,

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, reconduit, pour un an, par avenant, avec l'Association Les Entrelacés, une convention de partenariat régissant nos relations juridiques et financières pour l'exercice 2019 et autorise le Président à signer cet avenant.

10 - Culture - Avenant convention - Atmosphères 53 - demande d'avance

M. ANGOT expose :

Il est rappelé que par convention du 22 décembre 2014 autorisée par délibération du 11 décembre 2014, la collectivité a défini pour les années 2015 et 2016 les objectifs assignés à l'association Atmosphères 53 et a fixé notamment les modalités d'attribution de la subvention annuelle.

La durée de cette convention a été prolongée par avenant à trois occasions dont l'avenant n°2 en date du 27 décembre 2016 autorisé par délibération du 8 décembre 2016, puis l'avenant n°3 autorisé par délibération en date du 21 décembre 2017.

Au regard des discussions engagées avec l'Association visant à redéfinir :

- Les actions que l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre en cohérence avec les orientations du projet culturel de Mayenne Communauté
- Les conditions dans lesquelles Mayenne Communauté apporte son soutien financier aux activités d'accompagnement et de développement de la vie associative culturelle locale,

Il vous est proposé de reconduire, pour un an, par avenant, avec l'Association Atmosphères 53, une convention de partenariat régissant nos relations juridiques et financières pour l'exercice 2019.

Comme les années passées, Atmosphères 53 sollicite le versement d'une avance sur la subvention 2019 qui sera votée le 4 avril prochain lors de l'adoption du budget 2019.

L'association sollicite un montant de 12 000 € à verser début janvier afin de faire face à ses engagements d'ici le vote du budget pour couvrir notamment le paiement des salaires et les diverses dépenses de l'association.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise le Président à signer cet avenant et à procéder au versement d'une avance d'un montant de 12 000 € sur l'exercice 2019.

11 - Culture – Tribu Familia – Avenant et demande d'avance

M. ANGOT expose :

Par délibération du 8 décembre 2011, nous convenions d'une convention tripartite entre la ville, la Communauté de Communes et l'association Tribu Familia pour une durée de trois ans. Cette convention arrive à son terme au 31 décembre 2017. La durée de cette convention a été prolongée d'un an par avenant délibéré le 21 décembre 2017.

Au regard des discussions engagées avec l'Association visant à redéfinir :

- Les actions que l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre en cohérence avec les orientations du projet culturel de Mayenne Communauté
- Les conditions dans lesquelles Mayenne Communauté apporte son soutien financier aux activités d'accompagnement et de développement de la vie associative culturelle locale,

Il vous est proposé de reconduire, pour un an par avenant, avec l'Association Tribu Familia, une convention de partenariat régissant nos relations juridiques et financières pour l'exercice 2019.

Comme les années passées, Tribu Familia sollicite le versement d'une avance sur la subvention 2019 qui sera votée le 4 avril prochain lors de l'adoption du budget 2019.

L'association sollicite un montant de 33 000 € à verser début février et 25 000 € début avril afin de faire face à ses engagements d'ici le vote du budget pour couvrir notamment le paiement des salaires et les diverses dépenses de l'association.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise le Président à signer cet avenant et à procéder au versement des avances d'un montant de 33 000 € et 25 000 € sur l'exercice 2019.

12 - Culture - Avenant convention - Kiosque – demande d'avance

M. ANGOT expose :

Par délibération du 27 février 2014, nous convenions d'une convention entre la Communauté de Communes et l'association Le Kiosque pour une durée de 2 ans. Cette convention a été prolongée d'un an par avenant à deux reprises : l'avenant délibéré le 8 décembre 2016 et l'avenant délibéré le 21 décembre 2017.

Au regard des discussions engagées avec l'Association visant à redéfinir :

- Les actions que l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre en cohérence avec les orientations du projet culturel de Mayenne Communauté
- Les conditions dans lesquelles Mayenne Communauté apporte son soutien financier aux activités d'accompagnement et de développement de la vie associative culturelle locale,

Il vous est proposé de reconduire, pour un an par avenant, avec l'Association Le Kiosque, une convention de partenariat régissant nos relations juridiques et financières pour l'exercice 2019.

Comme les années passées, le Kiosque sollicite le versement d'une avance sur la subvention 2019 qui sera votée le 4 avril prochain lors de l'adoption du budget 2019.

L'association sollicite un montant de 190 000 € début janvier et 100 000 € mi-février afin de faire face à ses engagements d'ici le vote du budget pour couvrir notamment le paiement des salaires et les diverses dépenses de l'association.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise le Président à signer cet avenant et à procéder au versement des avances d'un montant de 190 000 € et 100 000 € sur l'exercice 2019.

13 - Culture - Conservatoire de Musique et de Danse I. BELLOCQ – Avenant n° 2 à la Convention de prestation avec le CCAS DU HORPS

M. ANGOT expose :

Par délibération en date du 28 septembre 2017, le Conseil Communautaire a autorisé Monsieur le Président à signer une convention avec le CCAS du HORPS pour assurer une prestation de chant auprès des résidents de la résidence des Hortensias du Horps pour la période de septembre 2017 à décembre 2017, au tarif horaire de 32.39 € hors frais de déplacement.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, prolonge cette convention par avenant n°2 jusqu'en décembre 2019, à raison de 34 séances de travail d'une heure réparties du 7 janvier au 31 décembre 2019 et au tarif horaire de 33,00 € hors frais de déplacement.

14 - Tourisme – Nouvelle convention avec l'OT Vallée de Haute Mayenne

M. BORDELET expose :

La convention qui lie Mayenne Communauté à l'Office de Tourisme Vallée de Haute Mayenne prend fin le 31/12/2018. Elle a été prorogée à plusieurs reprises depuis 2014 mais les 2 parties ont convenu qu'il était nécessaire de la repenser totalement.

Ce point avait d'ailleurs été souligné dans l'étude réalisée par le cabinet Protourisme afin de mettre en cohérence la stratégie touristique et sa gouvernance.

Un travail d'écriture a permis à chaque partie de retrouver clairement ses missions propres en termes d'intervention touristique. La notion de gouvernance et de hiérarchie est également abordée de même que les moyens.

Ce projet de convention a été présenté les 15 octobre et 14 novembre en commission Tourisme de même que les 16 octobre et 21 novembre en conseil de gestion ou bureau de l'Office de Tourisme.

L'ensemble des missions assurées par l'Office de tourisme est listé et réparti dans 2 articles.

Le 1^{er} article concerne les missions obligatoires d'un OT (accueil, coordination des acteurs locaux du tourisme, promotion), l'article 2 correspond aux missions confiées en plus par la collectivité mais pour lesquelles elle souhaite assurer la mise en œuvre tout en étant accompagnée par les compétences techniques du personnel de l'OT (commercialisation, ingénierie, suivi de la taxe de séjour, coopération Haute Mayenne).

L'article 3 précise la gouvernance en fonction des missions.

Les équipements confiés à l'office de tourisme pour leur gestion sont clairement définis, ainsi que les modalités de cette gestion qui sont précisées en annexe à la convention cadre (annexes 1 à 4). Il s'agit :

- du bateau promenade jusqu'à fin 2020,
- du Forum Métiers d'art jusqu'à fin 2019
- et des interventions de l'Office de tourisme sur le fonctionnement du camping jusqu'à fin 2019.

Cette convention prendra effet au 1^{er} janvier 2019 pour se terminer le 31/12/2020. Il est prévu de prendre un avenant avant fin 2019 pour statuer sur le fonctionnement futur du Forum Métiers d'art et du camping de Mayenne qui font tous les deux l'objet d'une réflexion.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide les termes de cette convention et autorise le Président à la signer.

15 - Tourisme - Convention tripartite Halte fluviale de Montgiron

M. BORDELET expose :

La Halte fluviale de Montgiroux qui se situe sur la commune de Martigné-sur-Mayenne revêt un caractère touristique structurant pour notre territoire. De nombreux touristes et promeneurs y transitent durant la saison.

Le bâtiment de la halte est propriété de la commune de Martigné-sur-Mayenne et l'association pour « l'accueil de plaisanciers à Mongiroux » en assure la gestion, l'animation et l'entretien.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise le Président à signer la convention présentée ci-avant régissant les relations juridiques et financières pour la période du 1/1/2019 au 31/12/2020.

16 – Tourisme - Schéma de randonnée à l'échelle de Mayenne Communauté - Critères de sélection des chemins entretenus par Mayenne Communauté

M. BORDELET expose :

Suite au travail réalisé par le cabinet Protourisme dans le cadre de l'élaboration de la stratégie touristique, une mise en perspective du travail du sous-groupe Randonnée qui s'est réuni en 2016 et 2017 a été réalisée. Cette gestion actuelle repose sur le transfert de compétence et de charge réalisé en 2003. Aujourd'hui, le plan de randonnée pris en compte (ancien topoguide Pays de Mayenne) ne correspond plus aux attentes du public en termes de randonnée et à la réalité du terrain du fait du développement des voies vertes sur notre territoire. Des secteurs autrefois intéressants ont perdu de leur intérêt et de leur fréquentation. Par ailleurs, ce plan ne tient pas compte du nouveau visage de la Communauté de communes. Il en ressort la nécessité de s'appuyer soit sur des points d'ancrage de positionnement différenciants, soit sur des points d'ancrage géographiques (voir page 5 de la phase 2).

En dehors de la présence d'itinéraires nationaux (Vélofrancette et Véloscénie), notre offre de randonnée n'est pas différenciante, le type de randonnée proposé ici est le même que dans la plupart des territoires ruraux de France (hors montagne). Il est donc nécessaire de s'appuyer en priorité sur les points d'ancrage géographique que sont : Mayenne, Jublains, Lassay-les-Châteaux, Fontaine-Daniel.

La Collectivité doit s'appuyer sur des itinéraires de qualité, répondant aux critères mis en avant par le sous-groupe de travail, validé en commission tourisme et étudié en bureau communautaire.

Ainsi, il vous est proposé de retenir les circuits qui pourront bénéficier dès 2019 d'une totale prise en charge par Mayenne Communauté sur l'entretien des chemins de terre, la signalétique et le balisage. Il est également nécessaire de travailler à une définition d'un circuit de randonnée telle qu'il pourrait être retenu et donc pris en charge par Mayenne Communauté.

Au vu de ces critères, nous avons repérer 10 à 12 circuits existants.

Pour ce qui concerne la prise en charge par Mayenne Communauté, seuls les chemins répondant aux critères (obligatoire + 2 sur les 4 énumérés) seront entretenus par Mayenne Communauté.

L'entretien pris en charge par MC ne concerne que la partie « chemin de terre ». L'entretien de la voirie et des voies douces, créées par les communes pour relier des équipements de la commune (ou entre 2 communes) ne sont pas prises en charge par MC au titre de la randonnée. Au-delà de 2019, les communes pourraient proposer de nouveaux circuits à intégrer à condition que ceux-ci répondent aux critères retenus. Dans le cas de nouveaux chemins, la création sera à la charge de la commune. Si celle-ci considère que l'itinéraire qu'elle crée correspond aux critères, elle pourra solliciter la prise en charge de l'entretien par Mayenne Communauté qui devra émettre un avis avant le début du projet.

M. BOITTIN : Il n'est pas prévu de signalisation et de balisage ?

Mayenne Communauté
Séance du 13 décembre 2018

M. BORDELET : Oui c'est prévu.

M. le Président : C'est toujours quelque chose qui est demandé en priorité. Sinon ça ne vaut rien.

M. BORDELET : Quand les chemins vont être finis, il est prévu qu'on se retrouve avec les randonneurs du Pays de Mayenne et le département pour mettre en place une signalétique qui soit homogène et qui corresponde à tout le monde.

M. BOITTIN : Vous n'avez pas cité le chemin de Montay.

M. BORDELET : A priori, ce chemin rentrerait dans le GR 365.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide les critères de sélection des chemins entretenus par Mayenne Communauté à compter de 2019, à savoir :

Pour bénéficier de la prise en charge « Randonnée » au titre de Mayenne Communauté, un circuit de randonnée devra désormais répondre à au moins 3 critères dont 1 est obligatoire :

Critère obligatoire :

- offrir sur tout son linéaire au moins 60 % de chemin de terre ou voies douces (non autorisés aux véhicules motorisés).

Il devra ensuite répondre à au moins 2 critères parmi les suivants :

- se situer sur les points d'ancrages géographiques que sont Mayenne, Jublains, Lassay-les-Châteaux, Fontaine-Daniel,
- permettre un lien avec les itinéraires nationaux (Vélofrancette, Véloscénie,...) ou appartenir à un itinéraire de grande randonnée (Ex : GR 365 en cours de création),
- bénéficier d'une qualité environnementale reconnue (patrimoine bâti ou naturel, valorisation thématique existante...),
- permettre une connexion vers d'autres circuits (d'autres secteurs du département ou hors départements ou intra-communautaire ayant répondu aux mêmes critères).

17 - Tourisme - Tarifs camping tentes bivouac

M. BORDELET expose :

La Commission Tourisme qui s'est réunie le 14 novembre dernier a proposé de renouveler les tarifs 2018 à l'identique, compte tenu que nous sommes en attente des conclusions d'une étude de restructuration du camping du gué saint Léonard.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte les tarifs 2019 pour le terrain de camping du Gué Saint Léonard (tentes bivouac).

18 - DRHM - Adhésion au contrat groupe de couverture des risques statutaires proposé par le Centre de Gestion

M. SOUTIF expose :

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée applicables aux fonctionnaires territoriaux affiliés à la CNRACL qui confèrent à ces derniers des droits au maintien de tout ou partie de leur traitement en cas de maladie, maternité, accident du travail ainsi qu'au versement d'un capital décès.

Vu la directive européenne n° 92/50/CEE du 18 juin 1992 en droit français (décret du 27 février 1998), les contrats d'assurance sont soumis au code des marchés publics. Dans ce cadre et en application des dispositions de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et du décret n° 86-552 du 14 mars 1986, le Centre de Gestion de la Mayenne, mandaté par un certain nombre de collectivités, a conclu avec Siaci

Saint Honoré et Groupama, un contrat groupe « Assurance des risques statutaires » par capitalisation et d'une durée de 4 ans (du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2022), auquel toute collectivité ou établissement public rattaché peut adhérer avec faculté de résiliation annuelle sous réserve d'un préavis de 4 mois.

Considérant la gestion unifiée du personnel entre la ville de Mayenne et Mayenne Communauté,

Considérant la nécessité d'éviter que ces dépenses obligatoires soient supportées par la collectivité employeur, il est recommandé de souscrire une assurance spécifique couvrant ces risques statutaires,

Il vous est proposé de souscrire pour le personnel de Mayenne Communauté, au 1er janvier 2019, les garanties telles que définies dans le contrat groupe et aux conditions suivantes :

- Pour les agents affiliés à la CNRACL

La couverture retenue prend effet au 1er janvier 2019, sans franchise.

Le Conseil communautaire retient le taux individualisé de 1.84% (hors frais de gestion du CDG 53) avec en garanties :

- Décès,
- Accident de service - maladie imputable au service (y compris temps partiel thérapeutique) sans franchise. La prise en charge est limitée à 20% du traitement de base,
- Longue maladie – longue durée (y compris temps partiel thérapeutique) sans franchise.

L'assiette des cotisations s'applique aux garanties souscrites. Elle comprend le traitement indiciaire brut annuel.

Il vous est proposé de confier au Centre de Gestion de la Mayenne, par voie de convention, la gestion dudit contrat :

- Pour les agents affiliés à la CNRACL, au taux de 6 % du montant de la prime payée à l'assureur.

M. MOLL : Groupama a gagné le marché.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte les propositions ci-dessus, inscrit au budget les sommes nécessaires à la mise en place de cette délibération et autorise le Président à signer tous documents relatifs à cette affaire.

19 - Ressources humaines - DEJS - Création et suppression de postes – Rentrée scolaire 2017-2018

M. SOUTIF expose :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement,

Vu la gestion unifiée du personnel entre la ville de Mayenne et Mayenne Communauté,

Vu l'avis favorable du Comité Technique Paritaire du 12 novembre 2018,

Considérant la décision de maintenir les Temps d'Activité Périscolaire à Mayenne,

Considérant les candidatures reçues,

Il appartient au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, crée deux postes d'adjoint d'animation l'un à 25 % et l'autre poste à 57 % et supprime un poste à 98 %. Le tableau des effectifs du service animation périscolaire est donc modifié comme suit :

Postes créés pour la rentrée 2017-2018	Postes à modifier la rentrée 2018-2019
--	--

Mayenne Communauté
Séance du 13 décembre 2018

100%	100%
100%	100%
100%	100%
100%	100%
100%	100%
84%	84%
78%	78%
63%	63%
99%	99%
82%	82%
87%	90%
30%	50%
77%	81%
30%	85%
45%	65%
	25 %
	57 %
98%	98%
100%	100%
76%	60%
53%	50%
47%	47%
96%	98%
67%	73%
30%	30%
32%	46%
99%	99%

La dépense est inscrite au chapitre 012.

20 – Ressources Humaines – Gestion Unifiée du Personnel – Convention service commun - Avenant n°1

M. SOUTIF expose :

Par délibération du 21 décembre 2017, le Conseil de Communauté a validé la création du service commun Gestion Unifiée du Personnel (GUP) au 1er janvier 2018 et a autorisé pour ce faire la signature d'une convention avec la Ville de Mayenne régissant les modalités de cette GUP.

Conformément à l'article 6 de la convention, un comité de suivi a été créé. Il s'est réuni le 13 novembre pour évaluer la GUP à l'issue de sa première année de fonctionnement et a proposé des axes d'amélioration concernant notamment la composition du jury de recrutement, la facturation des dépenses d'hygiène et de sécurité ou encore la prise en compte de la nouvelle affectation des agents en cas de mobilité interne.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée:

- adopte l'avenant n°1 à la convention de Gestion Unifiée du Personnel
- et autorise le Vice-Président à le signer.

21 - Finances – Avenant N° 2 à la convention de mise à disposition de personnel et de mutualisation entre Mayenne Communauté et le CCAS de Mayenne

M. SOUTIF expose :

Une convention entre Mayenne Communauté et le CCAS de Mayenne a été conclue le 19 décembre 2016 pour régir une mise à disposition de personnel de Mayenne Communauté au CCAS de Mayenne ainsi que des dépenses de mutualisation entre les 2 collectivités.

Un avenant N°1 à cette convention a été conclu à effet du 1er janvier 2018 pour régir la mise à disposition partielle à Mayenne Communauté du Directeur et de la Directrice Adjointe du CCAS pour des domaines relevant de Mayenne Communauté.

Un avenant N°2 est envisagé à compter du 1er janvier 2019 pour abroger l'article 1 en raison de la mise en place de la gestion unifiée du personnel depuis le 1er janvier 2018. Désormais, la traduction financière de la mise à disposition partielle de l'agent de Mayenne Communauté au CCAS s'effectue en deux temps par l'intermédiaire de la Ville de Mayenne.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- approuve les dispositions contenues dans le présent avenant N°2 à la convention entre Mayenne Communauté et le CCAS***
- et autorise Monsieur le Président à le signer.***

22 – Jeunesse - Convention d'adhésion au service commun jeunesse 2019/2021

M. COISNON expose :

Dans le cadre du travail visant à optimiser le fonctionnement des trois accueils de loisirs dédiés aux adolescents, il est proposé de régir les animations existantes dans le cadre d'une seule convention de service commun.

Pour rappel, 29 communes étant actuellement engagées avec Mayenne Communauté, la convention proposée ne prendra effet que si l'ensemble de ces conseils municipaux et du conseil communautaire émettent un avis favorable.

A ce jour l'ensemble des 29 communes ont validé cette nouvelle convention ainsi que deux souhaitant intégrer le service en 2019.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise M. le Président à signer la convention d'adhésion au service commun jeunesse 2019/2021.

23 – Jeunesse - Convention d'objectifs et de moyens entre Mayenne Communauté, le Ville de Mayenne et l'association les Possibles 2019-2020 - subvention allouée par Mayenne Communauté au PIJ : Point Information Jeunesse de l'association « les Possibles »

M. COISNON expose :

Considérant la mise en place au 1er janvier 2018 de la gestion unifiée du personnel avec Mayenne Communauté comme employeur unique, entraînant le transfert de tous les agents de la Ville de Mayenne à Mayenne Communauté,

Considérant la convention d'objectifs et de moyens entre la Ville de Mayenne, Mayenne Communauté et l'association Les Possibles qui prend fin en au 31 décembre 2018,

Considérant que la Ville de Mayenne souhaite poursuivre son partenariat avec l'association Les Possibles et a participé à l'élaboration de son contrat de projet social pour 2019 2022,

Considérant que Mayenne Communauté souhaite poursuivre son partenariat avec l'association Les Possibles sur le volet jeunesse et le soutien au financement de l'action PIJ Point Information Jeunesse à l'attention des jeunes du territoire de Mayenne Communauté,

En effet, depuis un an les élus représentants de la Ville de Mayenne et de Mayenne Communauté, en lien avec les partenaires, les bénévoles et les habitants, participent à l'évaluation et à la réflexion afin de construire le nouveau projet social de l'association les Possibles pour 2019 2022.

Dans le cadre de son projet social 2019 2022,

L'association devra permettre au travers de ses activités :

- d'être un lieu de ressources et d'appui aux initiatives des habitants sur le territoire communal
- d'être un lieu d'apprentissage de la citoyenneté et des règles de vie sociale
- d'être un lieu relais des politiques publiques et des services à la population
- d'être un lieu d'insertion sociale.

L'association devra proposer, en concertation avec les habitants et en s'appuyant sur les partenaires publics locaux, les Associations sportives, culturelles et scientifiques, des activités d'animation accessibles à l'ensemble des mayennais.

Enjeux stratégiques pour le projet social 2019 2022

- Enjeux et objectifs internes à l'association
- Sont portés au travers de la mise en place de « groupes projets » sur les thèmes suivants à travailler :
- La fonction accueil
 - La gouvernance associative
 - Les obligations légales : RGPD
 - La communication
 - La tarification
- Enjeux et objectifs externes
 - Permettre l'accès au numérique pour tous
 - Développer l'association les possibles « hors les murs » :
 - Développer le pouvoir d'agir :
 - Accompagner la monoparentalité
 - Mener des actions de prévention et d'éducation en direction des parents et des enfants
 - Accentuer l'action en faveur des jeunes majeurs
 - Avoir une approche adaptée des populations vulnérables
 - Avoir une approche adaptée des populations étrangères

Le projet proposé pour 2019-2022 s'articulera autour des thématiques suivantes déjà portées par l'association mais avec des réajustements :

- Les ateliers de loisirs
- L'action de proximité et les animations de quartier
- Les actions d'utilité sociale (bourse aux vêtements, aux jouets, SEL , Repair'café...)
- Les actions à l'attention du public jeune (PIJ point information jeunesse, chantiers « argent de poche », prépa BAC, soutien scolaire collège lycée...)
- Les loisirs enfants (ALSH maison de quartier Brossolette et Angellerie
- Droit aux vacances (familles, jeunes, enfants)
- La famille (LAEP lieu d'accueil parents enfants et accompagnement à la parentalité, Conférences, accompagnement scolaire...)
- L'insertion sociale (EDI , Escalé...)
- Le soutien à la vie associative (mise à disposition de salles, aide aux démarches...)
- La lutte contre les discriminations (Unissons nos différences)

- La diffusion culturelle (le RADE) qui avec la mise en place du projet culturel pourra évoluer pendant la durée du contrat de projet (rattachement aux actions et à la coordination musiques actuelles).

A partir de ces thématiques et des enjeux identifiés comme prioritaires, l'association traduit le projet en actions pragmatiques et réalisables et construit sa programmation d'activités chaque année.

L'Association pourra venir en appui des politiques municipales et intercommunales notamment :

Politiques municipales :

les opérations de renouvellement urbain,
la démocratie locale et notamment la vie des conseils de quartier,
le dispositif argent de poche.

Politiques communautaires :

le Contrat Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance,
le Contrat Local de Santé,
les services communs et service jeunesse intercommunal

Sur ces différents points, si l'Association est associée, il est rappelé que la définition et le pilotage de ces politiques restent municipaux ou intercommunaux.

La Ville de Mayenne subventionne au travers de sa convention d'objectifs et de moyens l'association sur le champ de « l'animation sociale locale », et les objectifs de la CAF et de la Ville étant convergents, la durée de cette convention en tient compte, les contrats de projet des centres sociaux étant agréés pour 4 années.

Mayenne Communauté est partenaire de l'association au travers de sa politique jeunesse et du soutien financier à l'action du PIJ Point Information Jeunesse

La Ville met à disposition des locaux et des personnels auprès de l'association Les Possibles. Avec la gestion unifiée, les charges et responsabilités des personnels sont assurées par Mayenne Communauté puis remboursée par la Ville de Mayenne.

Afin de définir les objectifs du partenariat et les relations juridiques et financières entre la Ville de Mayenne, Mayenne Communauté et l'association Les Possibles, il convient de préciser dans une convention tripartite la nature de ces engagements pour 2019-2022. Mayenne Communauté s'engage à :

- mettre à disposition de l'association les moyens humains dans les conditions définies par la convention. Ces moyens humains seront ensuite pris en charge par la Ville de Mayenne tel que prévu dans la convention relative à la gestion unifiée des personnels.
- verser une subvention annuelle de 40 000 € pour l'activité jeunesse de l'association au travers du PIJ point information jeunesse, sous réserve de la confirmation du Conseil communautaire à l'occasion du vote du budget.
- évaluer annuellement l'utilisation de cette subvention au travers d'une rencontre et de la présentation aux élus de la commission jeunesse du bilan d'activité du PIJ et de l'activité menée auprès des jeunes par l'association Les Possibles.

M. le Président : C'est le résumé d'une négociation qui a lieu depuis un moment avec une véritable amélioration. La commission a beaucoup travaillé.

M. SOUTIF : Ça m'aurait gêné s'il y avait eu moins de 40 000 € car ça correspond aussi au travail de la CLECT.

M. COISNON : Elle est très appréciée et indispensable.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **autorise M. le Président à signer la convention**
- **et verse une subvention de 40 000 € à l'association Les Possibles pour le PIJ (Point d'Information Jeunesse).**

Mme MORIN expose :

Le décret n°2000-404 du 11 mai 2000 exige que le Président de l'établissement public de coopération intercommunale présente à son assemblée délibérante un rapport annuel sur la qualité et le prix du service public d'élimination des déchets.

Depuis le transfert de la compétence collecte et traitement des ordures ménagères à la Communauté de Communes au 1er janvier 2003, ce rapport à l'échelle de la Communauté de Communes vise à mieux connaître et faire connaître les conditions techniques, organisationnelles et économiques du service et donc à favoriser la transparence envers les usagers.

M. RIOULT : Concernant les déchets verts, vous n'avez pas eu de demande pour Charchigné ?

Mme MORIN : Non. Je sais que Jean-Pascal les a contactés et à l'époque, ils avaient refusé. Mais on relancera.

M. SOUTIF : J'en ai reparlé avec Patrick Forêt. Pour l'instant, ils travaillent sur leur dossier sans tenir compte de ça mais ça pourrait évoluer. Ce n'est pas fermé.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le rapport annuel 2017, relatif à la compétence collecte et traitement des ordures ménagères.

25 - Environnement - Convention avec la SCIC Mayenne Bois Énergie à compter du 1er janvier 2019

M. BOURGUIN expose :

La Communauté de Communes du Pays de Mayenne a décidé de s'engager dans le soutien à la filière bois organisée au niveau du Pays de Haute-Mayenne en construisant dès 2008 un équipement de stockage du bois à Parigné-sur-Braye. Depuis 2010, cette plate-forme pour le séchage et le stockage du bois déchiqueté est mise à disposition de la Société Coopérative d'Intérêts Collectifs (SCIC) Mayenne Bois Énergie à travers une convention, échue au 31 décembre 2015.

Mayenne Communauté a pris le relais à compter de 2016 pour une nouvelle période de 3 ans qui arrive donc à terme en cette fin d'année 2018.

Il sera proposé au conseil communautaire de poursuivre la convention dans le même esprit que précédemment.

Les principes de cette convention sont les suivants :

- la mise à disposition gratuite de la plate-forme bois déchiqueté (partie hangar), pour continuer à encourager cette filière,
- la location de l'espace administratif adjacent (1 bureau, une salle de réunion) à hauteur de 210 € HT par mois. Les dépenses directes d'eau, d'électricité, de téléphone, les granulés pour le poêle sont pris en charge par la SCIC,
- la mise à disposition gracieuse, jusqu'à 15 jours par an, de la salle de réunion de la SCIC pour le compte de la collectivité,
- Mayenne Communauté assure une prestation de services de chargement et déchargement du bois moyennant un coût d'intervention 45 € HT de l'heure comprenant le personnel et le chargeur associé (dans la limite des capacités techniques du véhicule) et 40 € sans personnel,
- entretien et maintenance du pont bascule de pesée par une répartition des dépenses réalisées au prorata du nombre de pesées par les 3 entités : Conseil Départemental, Mayenne Communauté et SCIC MBE.

Dans le contexte particulier du dossier de réfection de la déchetterie de Parigné-Sur- Braye sur laquelle est implantée la plateforme et de la nécessité de déposer un dossier ICPE, une clause est à adjoindre à la convention.

En effet, dans le cadre des normes ICPE et afin d'éviter des fonctionnements totalement séparés sur des sites clos, Mayenne Communauté n'a d'autre choix que de déposer un seul dossier ICPE à la fois pour sa plate-forme déchets verts et pour celle de la SCIC. Il est proposé de préciser dans la convention que Mayenne Communauté délègue à la SCIC MBE le fonctionnement de la plateforme bois située sur son site et en assume pleinement la responsabilité juridique.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **valide les modalités du partenariat avec la SCIC Mayenne Bois Energie**
- **et autorise le Président à signer la convention jointe en annexe pour une durée d'un an, reconductible annuellement 2 fois.**

26 - Marchés publics – Travaux de menuiseries intérieures pour la construction du Pôle de santé de Mayenne Communauté - Avenant n° 7

M. MOLL expose :

Par marché notifié le 09/12/2016, Mayenne Communauté a confié à l'entreprise BRAULT le marché de travaux de menuiseries intérieures pour la construction du pôle de santé de Mayenne Communauté pour un montant de 215 457.00 € HT.

Dans le cadre d'un premier avenant, les travaux réalisés suite aux demandes des radiologues, ont engendré une plus-value totale de 2 928,00 € HT.

Un deuxième avenant portait sur le changement de prestataires pour les appareils de radiologie et sur les demandes d'aménagement des praticiens liés à ces différentes machines. Il a impliqué une plus-value de 5 871,00 € HT.

Dans le cadre d'un troisième avenant, sur demande du Bureau de contrôle, il a été mis en place deux trappes de visites complémentaires pour accéder aux circuits de gaines. Par ailleurs, des aménagements demandés par les utilisateurs en cours de chantier ont nécessité des modifications de portes de placard. A la demande des professionnels et pour répondre aux normes en vigueur, des modifications des meubles ont été demandées dans le local de stérilisation, dans le cabinet d'orthoptiste et dans le pôle dermatologie. Enfin, et afin de répondre aux demandes des médecins généralistes qui souhaitent que les patients ne puissent pas ouvrir les portes des cabinets de consultation de l'extérieur, il a été proposé de remplacer 12 béquilles à cylindre par des ensembles type porte palière. Le montant de ces travaux s'est élevé à 1 873.72 € HT.

Dans le cadre d'un quatrième avenant, il a été décidé de remplacer les châssis vitrés intérieurs coulissants initialement prévus par des châssis vitrés coulissants toute hauteur, ce qui ne change pas le montant des opérations. Les modifications présentées ont impliqué une plus-value / moins-value nulle.

Dans le cadre d'un cinquième avenant (- 2 550.09 € HT), à la demande du Maître d'Ouvrage des travaux complémentaires se sont avérés nécessaires pour répondre aux besoins des utilisateurs. Ces opérations concernaient l'organigramme des clefs avec une ouverture centralisée supplémentaire, l'ajout d'une lame de tirage PMR, un ferme-porte à glissière, des ajustements de plans de travail sur cuve inox et des compléments de travaux dans un cabinet d'infirmiers. Par ailleurs, il a été demandé à l'entreprise BRAULT de supprimer la signalétique directionnelle et des protections d'angles, de même que de supprimer des cimaises en bois. Enfin et suite au désistement des kinésithérapeutes, la zone qui leur était réservée a été modifiée en deux petites salles et en trois cabinets médicaux pour un psychologue et un orthophoniste.

Dans le cadre d'un sixième avenant, il a été demandé à l'entreprise d'équiper de tables et de chaises la salle de réunion que Mayenne Communauté aura en gestion. Ce qui a induit une plus-value de 7 695.00 € HT.

Toutes ces modifications présentées ont impliqué une augmentation, avec le cumul des 6 avenants, de 7.34 % du montant du marché passé de 215 457.00 € HT à 231 274.63 € HT.

Aujourd'hui, les dernières visites des professionnels impliquent l'aménagement d'un placard dans un bureau infirmier, la modification de l'accueil secrétariat de la zone médecin ainsi que l'ajout de films opalisants dans les cabinets d'une psychologue et d'un podologue.

Les modifications présentées ci avant impliquent une plus-value de 2 465.00 € HT soit une augmentation, avec le cumul des 7 avenants, de 8.49 % du montant du marché passé de 231 274.63 € HT à 233 739.63 € HT.

La Commission CAO en date du 20 novembre 2018 a donné un avis favorable à la signature de cet avenant.

M. MOLL : Aujourd'hui, tout le monde est installé à part les médecins et un cabinet infirmier. Il ne restera que les caméras extérieures à installer.

M. le Président : Les caméras, c'est quelque chose de très précieux en terme de sécurité.

M. MOLL : La barrière qui isolait le parking des professionnels a été installée. Une heure après, elle a été percutée. On va modifier le visu de cette barrière. On va distribuer des badges car on reste propriétaire de toutes les places de parking.

Mme BEAUDOUIN : Concernant le parking pour les patients, à la grande surprise de certains patients, il est en zone bleue ?

M. ORDRONNEAU : C'est en zone bleue mais au niveau du laps de temps c'est assez large.

M. le Président : C'est pour éviter le stationnement des habitants du quartier.

M. ORDRONNEAU : Des instructions sont données aux ASVP pour que les gens prennent leurs habitudes et ensuite ça va être une formule d'autodiscipline.

Mme BEAUDOUIN : J'y suis allée ce soir et je suis restée plus de deux heures quand même !

M. MOLL : Deux heures, ça va être admis, même un peu plus. On veut surtout éviter les voitures tampons.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer l'avenant présenté :

N° et intitulé du marché/lot	N° de l'avenant	Montant de l'avenant	Nom du titulaire
16TRA31 Travaux de menuiseries intérieures pour la construction du Pôle de santé de Mayenne Communauté	7	2 465.00 € HT	BRAULT MENUISERIE

M. le Président : Je félicite le service espaces verts pour son travail aux abords du Pôle Santé.

27 - Finances – Location Scène mobile – Heures services techniques – Tarifs 2019

M. SOUTIF expose :

Il est proposé au Conseil de fixer le tarif de la scène mobile à effet du 1^{er} janvier 2019 à 1 900 € par jour de

location.

Ce matériel nécessitant pour son installation l'intervention des agents des services techniques, il convient de fixer leur tarif horaire d'intervention.

Il vous est proposé de le fixer à 30 € à effet du 1er janvier 2019.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **fixe à 1 900 €/jour le tarif de location de la scène mobile à compter du 1er janvier 2019**
- **et fixe à 30 €/heure le tarif d'intervention des agents des services techniques à compter du 1er janvier 2019.**

28 - Finances – Budget déchets ménagers – Exercice 2018 – Admission en non-valeur de produits intercommunaux

Mme MORIN expose :

Monsieur le Comptable Public nous a adressé, pour être soumis à l'avis du Conseil Communautaire, une situation de créances désormais éteintes en raison du surendettement des débiteurs pour un total de 464,08 €.

Cet abandon de créances sera prélevé sur l'exercice en cours à l'article c/6542.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise l'admission en non-valeur du montant désigné ci-dessus pour un montant total de 464,08 € sur le budget annexe déchets ménagers.

29 - Finances – Création d'un budget annexe - zone d'activités La Chapelle-au-Riboul

M. SOUTIF expose :

Suite à la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dite loi NOTRe, le Conseil communautaire, par délibération n°2 du 18 mai 2017, a procédé à la définition d'une zone d'activités économique pour le territoire de Mayenne Communauté comme suit :

Une zone d'activités est obligatoirement créée pour accueillir une activité à vocation économique, elle est d'initiative communautaire et conforme au SCOT et PLUI dans un périmètre bien défini. Elle regroupe habituellement plusieurs établissements/entreprises et permet au moins l'implantation d'une entreprise. Elle traduit une volonté politique actuelle et future d'un développement économique coordonné, et sa voirie notamment fait l'objet d'un règlement communautaire.

A partir de cette définition, le Conseil a identifié les zones d'activités existantes sur son territoire. Il a notamment reconnu comme zone d'activités celle située sur la commune de La Chapelle-au-Riboul, ZA La Longueraie. En conséquence, un transfert de la zone a été opéré de la Commune vers Mayenne Communauté par le biais d'une Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées qui s'est tenue le 18 juin dernier.

Afin d'identifier budgétairement les opérations afférentes à cette nouvelle zone, la création d'un budget annexe est souhaitable. Géré hors taxes, ce budget sera suivi à partir de l'instruction budgétaire et comptable M14 développé.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve :

- **la création du budget annexe ZONE D'ACTIVITES de LA CHAPELLE-AU-RIBOUL à effet du 1er janvier 2019**
- **et dit que ce budget sera géré hors taxes selon l'instruction budgétaire et comptable M14 en vigueur.**

M. SOUTIF expose :

Le budget principal 2018 de Mayenne Communauté a été adopté par délibération du 12 avril dernier puis ajusté par quatre décisions modificatives successives en date des 17 mai, 28 juin, 18 octobre et 15 novembre derniers.

Il convient d'ajuster le budget principal 2018 au moyen d'une cinquième décision modificative comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT :					
Chap.	Fonc.	Nature	Libellé opération	DEPENSES	RECETTES
011	023 0	6238	Publicité Communications	-3 056,98	
65	33	6574	Avance sur subvention à Hop Compagnie	3 500,00	
042	01	777	Quote-part des subventions d'investissement transférée au compte de résultat		1 620,02
014	01	739118	Reversement de fiscalité sur locaux professionnels	1 177,00	
TOTAL DM n° 5				1 620,02 €	1 620,02 €
TOTAL BP 2018 + DM				39 218 218,00 €	39 218 218,00 €
TOTAL APRES DM n° 5				39 219 838,02 €	39 219 838,02 €

SECTION D'INVESTISSEMENT :					
Chap.	Fonc.	Nature	Libellé opération	DEPENSES	RECETTES
041	01	1311	Subvention d'équipement transférable	133 952,51	
041	01	1321	Subvention d'équipement non transférable		133 952,51
041	01	1313	Subvention d'équipement transférable	4 203,26	
041	01	1323	Subvention d'équipement non transférable		4 203,26
040	01	13918	Subventions d'investissement transférées au compte de résultat	1 620,02	
041	01	2181	Installations générales, agencements et aménagements divers		63 890,32
041	01	21318	Autres bâtiments publics	63 890,32	

040	01	4812	charges à répartir dommage ouvrage cinéma	0,56	
23	01	2313	Constructions	-0,56	
28	01	28138	Amortissement des immo corporelles	62 096,94	
28	020 0	28132	Amortissement des immo corporelles		62 096,94
23	01	2313	Constructions	-1 620,02	
21	020 0	2183	Equipement informatique pour la médiathèque	-3 140,00	
21	321	2184	Mobilier pour l'offre musicale de la médiathèque	3 140,00	
TOTAL DM n° 5				264 143,03 €	264 143,03 €
TOTAL BP 2018 + DM				22 478 085,60 €	22 478 085,60 €
TOTAL APRES DM n° 5				22 742 228,63 €	22 742 228,63 €

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative n°5 à l'exercice 2018 du budget principal telle qu'elle est présentée.

31 - Finances – Budget annexe PRESTATIONS DE SERVICES – Exercice 2018 – Décision modificative n°1

M. SONNET expose :

Le budget annexe 2018 Prestations de services a été adopté par délibération du 12 avril dernier. Il vous est proposé de procéder à son ajustement en section de fonctionnement par décision modificative comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT :				
Chap.	Nature	Libellé opération	DEPENSES	RECETTES
011	60633	fournitures de voirie	3 000,00	
011	61551	entretien des véhicules	8 000,00	
011	62875	remboursement du carburant à la Ville de Mayenne	10 000,00	
012	6215	remboursement au budget principal de la rémunération du personnel	-21 000,00	
TOTAL DM n°1			0 €	0 €
Pour mémoire BP 2018			540 590,00 €	540 590,00 €
TOTAL APRES DM n°1			540 590,00 €	540 590,00 €

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative n°1 à l'exercice 2018 du budget annexe PRESTATIONS DE SERVICES telle qu'elle est présentée.

32 - Finances – Avenant N° 2 à la convention de mise à disposition de locaux par la Ville de Mayenne à Mayenne Communauté à effet du 1er janvier 2019

M. SOUTIF expose :

La convention actuelle de mise à disposition des locaux entre la Ville et Mayenne Communauté a été conclue à effet du 1er janvier 2017 jusqu'au 31 décembre 2021.

L'avenant N°1 à effet du 1er janvier 2018 a pris notamment en compte la création de nouveaux locaux mutualisés en 2018 entre le service prestations de MC et les services voirie et propreté de la Ville ainsi que la mise en place de la gestion unifiée ayant un impact sur les locaux du RAM.

L'avenant N°2 à effet du 1er janvier 2019 apporte quelques modifications à l'article 1 relatif à la mise à disposition à titre onéreux de locaux par la Ville à Mayenne Communauté. Il s'agit essentiellement de changements à la Maison du travail et à la maison Bertrand avec la prise en compte des bureaux occupés par La Sauvegarde.

Il est rappelé que la convention initiale et ses avenants abordent différents types de mise à disposition :

- mise à disposition à titre onéreux des locaux utilisés par des services de la Communauté ou des associations subventionnées par celle-ci avec des loyers différenciés selon l'occupation.
- mise à disposition à titre gratuit par la Ville à Mayenne Communauté, des locaux occupés par le service déchets étant donné que la Communauté a versé à la Ville une participation aux travaux d'investissement pour les services déchets et espaces verts.

En outre, Mayenne Communauté ne contribue pas aux charges de fonctionnement des locaux du fait qu'elle ait cédé à la Ville le terrain d'implantation des locaux à titre gratuit.

- mise à disposition à titre gratuit par la Ville à Mayenne Communauté des locaux occupés par le RAM à la maison de la petite enfance étant donné que la Communauté a versé à la Ville un fonds de concours pour les travaux.

Par ailleurs, Mayenne Communauté rembourse à la Ville les charges de fonctionnement.

- mise à disposition à titre gratuit par la Ville à Mayenne Communauté de 3 bureaux de l'hôtel de Ville et de Communauté occupés par le service finances du fait que la Communauté a versé à la Ville un fonds de concours pour les travaux d'aménagement des bureaux.
- conditions de remboursement des charges d'électricité par la Communauté à la Ville suite au transfert de la compétence « musée du château de Mayenne » en raison d'un compteur commun avec le Théâtre.
- mise à disposition par la Ville à Mayenne Communauté, des locaux occupés par le service prestations. Ceci intervient dans le cadre de la mutualisation des services prestations de MC et des services voirie et propreté de la Ville sur le même site à Mayenne.

Cette mise à disposition des futurs locaux du service prestations se fait à titre gratuit dans la mesure où Mayenne Communauté a versé un fonds de concours à la Ville pour la réalisation des travaux.

En outre, Mayenne Communauté rembourse chaque année à la Ville une partie des charges de fonctionnement des locaux.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- ***approuve l'avenant N°2 à la convention de mise à disposition des locaux entre la Ville et Mayenne Communauté à effet du 1er janvier 2019***
- ***et autorise Monsieur Patrick SOUTIF, Vice-Président à le signer.***

33 - Finances – Budget annexe Prestations de services –Tarifs à effet du 1er janvier 2019

M. SONNET expose :

Considérant que les tarifs du service prestations n'ont pas évolué depuis 2011 et compte tenu du résultat de la prospective 2019-2020,

Suite à l'avis favorable du groupe de travail « Prestations de Services » du 6 décembre dernier,

Il est proposé au Conseil de Communauté de fixer les tarifs applicables aux communes adhérentes à effet du 1er janvier 2019 comme ci-après :

DESIGNATION	MONTANT PROPOSE à compter de 2019 en €
<u>Personnel</u>	
- Pour les communes et les autres services de Mayenne Communauté	26,00
<u>Matériel</u>	
- Voiture Dacia Duster	3,00
- Fourgonnette Renault Kangoo	6,00
- Fourgon Citroën Jumpy	6,00
- Fourgon Renault Master	12,00
- Répandeuse sur camion IVECO	27,50
- Camion DAF 19T gravillonneur	22,50
- Camion DAF 12T gravillonneur	17,50
- Camion DAF 12T Ampiroil Benne	45,00
- Camion Renault Mascott 6,5T Benne	12,50
- Tractopelle Case	30,00
- Tracteur Kubota + fourche + balayeuse+ broyeur+ saleuse + lame	35,00
- Tracteur John Deere + épareuse	27,50
- Tracteur Class + épareuse	27,50
- Débroussailleuse autoportée Grillo	6,00
- Remorque 3,5T pour matériel	0
- Remorque 3,5T à panneaux	0
- Débroussailleuse thermique Sthil à dos	0
- Tronçonneuse thermique d'élagage Sthil à bois	0
- Plaque vibrante thermique Imer	0
- Balayeuse thermique	0
<u>Matériaux et prestataires (prestations de voirie)</u>	
Facturés au coût supporté par le budget prestations de services	

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, fixe à compter du 1er janvier 2019 les tarifs du service prestations comme ci-dessus exposés.

34 - Aménagement – Commune de Grazay – Projet de lotissement des Coquelicots – Dérogation aux règles d'implantation loi Barnier – Recul ramène à 25 M/RD 35

M. BOITTIN expose :

La commune de Grazay projette de créer un nouveau lotissement « Les Coquelicots » sur sa commune. Ce projet se situe à l'entrée du bourg coté Aron, en dehors des espaces urbanisés et borde la départementale RD 35 classée voie à grande circulation.

Compte tenu du statut de cette voie, une marge de recul de 75 m est exigée au titre de la Loi Barnier. Cette loi du 2 février 1995 invite les communes à édicter pour les espaces bordant les grandes infrastructures routières, des règles d'urbanisme justifiées et motivées au regard des nuisances, de la sécurité et de la qualité architecturale, urbaine et paysagère. (cf article L 111-6 du CU).

Toutefois, l'article L 111-9 du Code de l'urbanisme dispose que dans les communes dotées d'une carte communale, il peut être fixé des règles d'implantation différentes avec l'accord du Préfet et après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS).

La Commune de Grazay a pris soin dans son projet de prévoir des mesures de nature à réduire l'impact de la présence de cette voie sur les habitations. Une zone verte plantée borde la voie, et des zones non aedificandi ont été prévues ce qui reporte d'autant l'implantation des constructions.

C'est sur les bases de cet aménagement adapté que la commission ad hoc a été saisie pour autoriser la commune à déroger à la règle des 75 m et qu'elle puisse ramener cette marge de recul à 25 m. Ladite commission a rendu un avis favorable le 28 septembre 2018.

Parallèlement, M le Préfet de la Mayenne a donné lui aussi son accord le 30 octobre 2018, pour la réduction de cette marge de recul considérant que les mesures envisagées garantissaient un aménagement de qualité qui prenait en compte les nuisances, la sécurité, la qualité architectural, d'urbanisme et des paysages.

L'achèvement de la procédure passe désormais par une délibération de Mayenne Communauté, collectivité compétente en matière de carte communale et qui est donc seule à pouvoir fixer des règles d'implantation différentes.

Dans ce cadre, vu les accords respectifs de la CDNPS et de M Le Préfet, il appartient au Conseil Communautaire de clore la démarche en approuvant les dispositions du dossier loi Barnier.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide cette marge de recul ramenée à 25 m de la voie départementale RD 35.

35 - Délégation partielle de la compétence d'octroi d'aides en matière d'investissement immobilier des entreprises au département de la Mayenne

M. SOUTIF expose :

Vu l'article L. 1511-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) modifié par la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe), stipulant que les communes et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre désormais seuls compétents pour définir les aides ou les régimes d'aides et décider de l'octroi de ces aides sur le territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises, peuvent, par voie de convention passée avec le Département, lui déléguer la compétence d'octroi de tout ou partie des aides mentionnées au présent article,

Vu l'article L. 1111-8 du CGCT stipulant qu'une collectivité territoriale peut déléguer à une collectivité territoriale relevant d'une autre catégorie ou à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre une compétence dont elle est attributaire. Les compétences déléguées sont alors exercées au nom et pour le compte de la collectivité territoriale délégante. Cette délégation est régie par une convention qui en fixe la durée et définit les objectifs à atteindre ainsi que les modalités du contrôle de l'autorité délégante sur l'autorité délégataire. Les modalités de cette convention sont précisées par décret n°2012-716 du 7 mai 2012.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- délègue au Conseil Départemental de la Mayenne, la compétence d'octroi des aides à l'immobilier d'entreprise qui entreront dans le périmètre d'intervention tel que défini ci-après :

Mayenne Communauté
Séance du 13 décembre 2018

- aide en faveur des entreprises comptant 150 personnes au maximum
- objet de l'aide : aides à la construction, l'extension ou/et la réhabilitation de locaux à usage industriel, artisanal de production, transport routier de marchandises de proximité et interurbain (codes APE 49, 41 A et B), tertiaire industriel et de recherche, services aux entreprises (activité tournée à plus de 50 % vers les entreprises). Seules les opérations soumises à permis de construire ou faisant l'objet d'une déclaration préalable et d'un arrêté de non-opposition à cette déclaration préalable seront éligibles.
- Bénéficiaires de l'aide : maîtres d'ouvrage privés soit les entreprises à statut sociétaire, les sociétés de crédit-bail immobilier, les sociétés de portage immobilier, les sociétés d'économie mixte (hors opération en tant que promoteur) et les sociétés civiles immobilières dont le capital est similaire à hauteur d'au moins 66 % à celui de l'entreprise future occupante des locaux.
- Montant de l'aide : subvention d'un montant minimum de 20 000 € plafonnée à 120 000 € (100 000 € pour les entreprises exerçant dans le secteur du transport routier) financée à hauteur de 75 % par le département et 25 % par l'établissement public de coopération intercommunale sur le territoire duquel est située l'opération immobilière.
- Taux de l'aide : 10 % ou 20 % de l'assiette éligible HT selon la taille et la localisation de l'entreprise.

- approuve les termes de la convention de délégation partielle de la compétence d'octroi d'aides en matière d'investissement immobilier des entreprises d'une durée de 24 mois (du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2020),

- et autorise le Président à signer cette convention au nom et pour le compte de Mayenne Communauté ainsi que tout acte à venir relatif à la présente délégation de compétence.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 h 45.

Vu, le Secrétaire,
Pierre RIOULT



Vu, le Président
Michel ANGOT

